

CURRICULUM VITAE DE DEEN GIBIRILA

Aîné d'une fratrie de cinq enfants (trois sœurs et un frère), né le 21 juin 1948 à N'djaména (ex Fort-Lamy - Tchad), d'un père d'origine béninoise et d'une mère métisse vietnamienne et congolaise, Deen Gibirila est arrivé le 15 mars 1956 à Bordeaux en provenance de Pointe-Noire (Congo). Il est père de deux filles et grand-père d'une fille et de deux garçons.

Il a effectué à Bordeaux l'essentiel de ses études primaires (Ecole Alphonse Dupeux), ses études secondaires (Collège Saint-Bruno, Lycée municipal des garçons) ponctué par le baccalauréat philosophie obtenu en 1967 en candidat libre, et ses études supérieures à la Faculté de droit et des sciences politiques.

Après l'obtention du doctorat en droit privé (« La dissolution du contrat de travail dans les Pays d'Afrique centrale », sous la direction du Professeur Jacques Treillard, mention très bien) en 1974, il a enseigné en qualité de coopérant de 1975 à 1985, successivement à la Faculté de droit d'Oran (Algérie), la Faculté de droit de Brazzaville (Congo) et l'Ecole Nationale d'administration (ENA) du Burkina Faso (Ouagadougou).

De 1985 à 1990, il a été nommé à l'IUT de Toulouse et, en 1990, à la Faculté de droit et science politique de Toulouse en tant que Maître de conférences, puis en qualité de Professeur de 1998 à 2016, ayant été reçu conjointement au second concours national d'agrégation au titre de l'article 49-2, 2° (agrégation interne) et au concours de professeurs au titre de l'article 46, 3° du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié (voie longue). Enfin, il a été nommé Professeur émérite en septembre 2016.

Service militaire dans les parachutistes, Ecole des Troupes Aéroportées de Pau (ETAP) : 1973-1974.

I - Ouvrages

1 - « Le dirigeant de société » : Litec 1995, prix Maury de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse 1995

2 - « Droit des sociétés » : Ellipses 2020, 6^e éd.

3 - « Droit des entreprises en difficulté » : Defrénois Lextenso 2009

4 - « Maîtrise des risques du dirigeant social » : F. Lefebvre 2009 (en collaboration avec William Feugère)

5 - « Le crédit et ses garanties » : Juris-compact 2004, (ouvrage collectif, sous la direction du Professeur Philippe Simler)

6 - « Le crédit-bail mobilier et immobilier » : Lamy Droit du financement, (ouvrage collectif édité annuellement sous la direction du Professeur Jean Devèze)

II - Etudes collectives dirigées

1 - « Propos introductifs » et « L'identification des biens sociaux » dans « L'abus en droit des sociétés » : Journal des sociétés avr. 2011, p. 9 et 10 (6 participants)

2 – « Propos introductifs » « l'information des administrateurs de sociétés anonymes » dans « L'information en droit de l'entreprise » : Journal des sociétés déc. 2011, p. 12 et 19 (6 participants)

3 – « Propos introductifs » et « L'apport en industrie : du droit commun au droit spécial des SARL et SAS » dans « Les apports en société » : Journal des sociétés sept. 2013, p. 14 et 31 (7 participants)

4 – « Propos introductifs » et « La délégation de pouvoirs dans les associations » dans « Le droit associatif » : Journal des sociétés juill. 2014, p. 7 et sept. 2014, p. 8 (9 participants)

5 – « Propos introductifs » et « La saisie-attribution des comptes bancaires » dans « Les comptes bancaires » : Journal des sociétés oct. 2015, p. 10 et 30 (6 participants)

6 – « Sociétés civiles et sociétés commerciales : une distinction justifiée, malgré un rapprochement avéré entre elles » dans « Le droit des sociétés 50 ans après la loi du 24 juillet 1966 » : Lexbase hebdo, éd. affaires 28 juill. 2016, n° 476 (9 participants)

7 – « Propos introductifs » et « Le conjoint de l'associé » dans « Personnes, famille et entreprise » : Journal des sociétés avr. 2017, p. 10 et 52 (10 participants)

8 – « Propos introductifs » et « Le droit de retrait dans les sociétés civiles » dans « Les sociétés civiles : 40 ans après la loi du 4 janvier 1978 » : Journal des sociétés janv. 2018, p. 10 et 20 (8 participants)

9 – « Propos introductifs » et « Le domaine de la responsabilité civile pour faute « des dirigeants sociaux » dans « La responsabilité des dirigeants sociaux » : Journal des sociétés juin 2018, p. 10 et 21 (8 participants)

10 – « Propos introductifs » dans « Restructurations et économie sociale et solidaire » (co-direction avec Marie Rakotovahiny et Karine Rodriguez) : Journal des sociétés sept. 2018, p. 10 (9 participants)

11 – « Propos introductifs » et « L'information dans les délits et manquements boursiers » dans « L'information en droit privé » : Les petites affiches n° spécial 30 avril 2019 (12 participants)

12 – « Propos introductifs » et « Le gérant de la société en participation » dans « La société en participation » : Journal des sociétés juill. 2019, p. 13 et 26 (9 participants)

13 – « Propos introductifs » et « La liberté contractuelle dans la SAS » dans « La SAS, une trentenaire bien portante » : Lexbase Affaires n°780, 11 janvier 2024 (7 participants)

14 – « Propos introductifs » et « Mandat social et contrat de travail : la pluralité des conditions du cumul », dans « Mandat social et contrat de travail : droit au cumul et droit du cumul » : Droit et patrimoine juill. 2025, p. 25 et 27 (4 participants)

III - Etudes collectives co-dirigées

1 – « Propos introductifs » dans « Restructurations et économie sociale et solidaire » : Journal des sociétés sept. 2018, p. 9 (9 participants, sous la co-direction de Marie Rakotovahiny, Karine Rodriguez et Deen Gibirila)

2- « Propos introductifs » et « La capacité commerciale du mineur émancipé » dans « Quelques remarques sur les capacités et incapacités en droit des affaires » : Journal des sociétés déc. 2019, p. 26 (sous la co-direction de Deen Gibirila et Marie Rakotovahiny, 6 participants)

IV - Etudes collectives auxquelles il a participé

1 – « L'avènement de la SAS, après la loi du 24 juillet 2016 » *dans* « Le droit des sociétés 50 ans après la loi du 24 juillet 1966 » : Journal des sociétés déc. 2016, p. 35 (sous la direction de Christine Lebel, 10 participants)

2 – « La cessation des paiements critère de distinction entre la société in bonis et l'entreprise en difficulté » *dans* « Sociétés et entreprises en difficulté » : Les petites affiches 31 juill. 2018, p. 5 (sous la direction de Marie Rakotovahiny, 10 participants)

3 – « Le contrat de société : quelques observations en guise d'introduction » *dans* « Droit des sociétés et droit des obligations » (sous la direction de Marie Rakotovahiny) : Journal des sociétés mars 2019, p. 13 (9 participants)

4 – « Brèves remarques sur la responsabilité civile des dirigeants sociaux » *dans* « Les éventuelles évolutions de la responsabilité civile et le droit des sociétés » (sous la direction de Bee Receveur) : Lexbase Hebdo édition affaires n°658, 10 déc. 2020 (6 participants)

5 – « Les dirigeants de la SAS et la liberté contractuelle : nomination et révocation », *dans* « Les trente printemps de la SAS », sous la direction de Bee Receveur et Marie Rakotovahiny : Cahiers Droit de l'entreprise, Mai-juin 2024, étude 19, p. 17 (6 participants)

V - Thèses

Université Toulouse 1 capitole

Thèses dirigées : 12

Thèses co-dirigées : 4

Thèses présidées : 3

Thèses rapportées : 3

Habilitation à diriger les recherches (dirigée) : 1

Université Montpellier 1

Thèses rapportées : 4

Université Bordeaux IV

Thèses rapportées : 3

Thèse présidée : 1

Université Lyon II

Habilitation à diriger les recherches (rapportée) : 1

Université de Limoges

Habilitation à diriger les recherches (rapportée) : 1

Université de Perpignan

Thèse rapportée : 1

Université de Dakar

Thèse co-dirigée : 1

Thèse rapportée : 1

Thèses et ouvrages publiés et préfacés

- Moussa Zio : « Le cautionnement à l'épreuve du droit de la consommation » (éd. Connaissances et savoir – Droit et sciences politiques 2014)
- Aimé Diaka : « Le crédit-bail mobilier dans les procédures collectives » (Publibook 2015)
- Lamine Dobassy : « Les garanties de paiement des créanciers dans les procédures collectives OHADA » (Avant-propos) – Prix de thèse Cyrille Bialkiewicz – Prix de thèse Tophée K2 (LGDJ 2017).
- Patrice Badji : « Pour un droit des affaires » (Université CREDILA Harmattan Sénégal, 2018).

VI – Responsabilités administratives et universitaires

- Membre du Conseil des études et de la vie universitaire, collège B (de 1992 à 1996)
- Membre de la commission des spécialistes de droit privé de l'Université Toulouse I Capitole, collège B (de 1992 à 1998)
- Membre élu du CNU, 1^{ère} section, collège B (de 1995 à 1998)
- Membre de la Commission des spécialistes de droit privé de l'Université Toulouse I Capitole, collège A (en 2007 et 2008, recrutement de MCF et de Pr)
- Membre de la Commission des spécialistes de droit de l'Université de Toulouse II Le Mirail, collège A, puis membre du comité de sélection depuis 2009, recrutement de MCF
- Vice-président de la Commission des spécialistes et Président de la commission mixte (de la 1^{re} à la 4^e section) de l'IUT à l'Université de Toulouse III Paul Sabatier, collège A, recrutement de MCF (2008)
- Président du comité de sélection (1^{re} section droit privé et sciences criminelles) de l'Université Toulouse II Le Mirail, collège A, recrutement de MCF (2009)
- Membre du comité de sélection de l'Université de Limoges, collège A, recrutement de MCF (2012)
- Membre du comité de sélection de l'Université de Montpellier I, collège A, recrutement de Pr (2014)
- Membre du comité de sélection de l'Université de Montpellier, collège A, recrutement de MCF (2016)
- Membre de l'Institut de droit privé de l'Université Toulouse I Capitole
- Membre du Conseil scientifique de l'Université Toulouse I Capitole, collège A (de 2005 à 2008)
- Directeur scientifique de la revue Lexbase hebdo édition affaires (jusqu'à octobre 2016)
- Responsable de la rubrique « Actualité jurisprudentielle » de la revue Journal des sociétés (jusqu'en décembre 2019, date de parution du dernier numéro dont la publication a été arrêtée)
- Responsable de la rubrique « Chronique de droit des sociétés » de la revue Les petites affiches

VII – Activités de valorisation (colloques, contrats)

- « Le don d'enfants en société traditionnelle africaine » (L'enfant et les familles nourricières en droit comparé, p 103, actes du colloque organisé par l'Institut de droit comparé de l'Université des Sciences sociales de Toulouse en 1997)

- Cours de droit des sociétés : Enseignement à distance (Université Numérique Juridique Francophone – UNJF).

- Cours de droit des sociétés (jusqu'à ce jour) : Faculté libre de droit (Institut catholique de Toulouse)

VIII – Activités internationales (conférences, contrats, enseignements, coopérations)

- de 1995 à 1998 : cours d'Introduction au droit et droit des personnes à l'Université de Cayenne (Guyane)

- de 1999 à 2007 : cours de droit bancaire à l'Université de Varsovie (Pologne), dans le cadre du Master franco-polonais de droit des affaires organisé par l'Université de Poitiers

- février 2005 : cours de droit des sociétés à l'Université d'Hanoï (Vietnam), dans le cadre du Master instauré par les Universités de Toulouse I, Bordeaux IV et Lyon III

- juin 2012, 2013, 2014 : cours de droit des sociétés en Master 2 à l'Université de Dakar (Sénégal)

- novembre 2012 : expertise dans le cadre du concours de l'agrégation du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) à l'Université de Dakar (Sénégal)

- novembre 2013 : membre du jury du concours de l'agrégation du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) à Brazzaville (Congo)